



CSA-SD jeudi 2 février 2023
Déclaration liminaire

Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames, Messieurs, chers collègues,

La dotation en poste allouée aux écoles d'Ille-et-Vilaine est ridicule au regard des besoins dans nos écoles. Si le nombre d'élèves diminuent dans nos écoles, les difficultés de nos élèves sont grandissantes comme en témoigne l'analyse faite par le ministre des résultats aux évaluations nationales. Ce sont des classes avec des effectifs allégés dont toutes les écoles ont besoin. Or, ce n'est pas le projet qui nous a été présenté lors du groupe de travail avec plus de 70 fermetures de classe envisagées et des ouvertures en nombre insuffisant.

Dans notre département, se creuse un fossé entre la métropole rennaise et les campagnes. Les postes sont supprimés en campagne et réimplantés en ville où la démographie est la plus dynamique. Pourtant les services publics ont un rôle primordial dans ces zones démunies, loin de tout où l'École ne peut plus jouer son rôle émancipateur de la jeunesse dans de telles conditions.

Une autre particularité en Ille-et-Vilaine concerne l'ouverture de postes en breton au détriment des conditions d'accueil et d'enseignement dans les autres classes de l'école ; nous exigeons le maintien de tous les postes dans ces écoles pour ne pas créer un sentiment d'injustice entre les personnels d'une même école.

L'implantation d'ULIS dans le département ne suffira à combler la politique de démantèlement de l'enseignement adapté dont a besoin un nombre croissant d'élèves. « La soupape » proposée n'est qu'une rustine qui ne tiendra pas très longtemps. Le projet qui consiste à externaliser les missions des professeurs spécialisés- en leur retirant des heures d'enseignement en structure pour aller jouer aux pompiers sur des situations explosives - ne conduira pas non plus à améliorer la situation de manière durable dans nos écoles. Inévitablement, ce seront des postes en moins dans les établissements médico-sociaux et des places supprimées pour les enfants.

Il faut en finir avec ce saccage de l'instruction publique. Tous les postes doivent être rendus. La FNEC FP-FO affirme que sur le terrain, la situation est très critique aujourd'hui : classes surchargées au regard des difficultés scolaires des élèves, non remplacement des absences, RASED décimés, manque de moyens pour assurer l'accompagnement des primo arrivants, manque d'AESH pour assurer les accompagnements d'élèves à besoins particuliers, manque de places en ITEP, en IME pour les élèves qui relèvent de ces structures...

Comment le choix de l'abandon de l'Éducation Nationale est-il possible ? D'un côté, le chef de l'État trouve 413 milliards pour la loi de programmation militaire, après avoir déversé plus

de 600 milliards aux entreprises au prétexte de la pandémie. Pendant ce temps, le ministère a rendu et continue à rendre des millions d'euros. Les postes sont détruits, les élèves qui ont le plus besoin de l'École sont laissés pour compte.

C'est pour la même raison que le gouvernement s'en prend aux retraites : pour financer la guerre, il utilise un prétendu risque de déficit de 12 milliards en 2027, alors que les exonérations de cotisations sociales s'élèvent chaque année à 150 milliards. C'est le vol du salaire différé des salariés, le pillage des comptes de la Sécurité sociale.

Les travailleurs ne sont pas dupes, ils se sont mis en grève et ont manifesté par millions le 19 janvier contre le projet de réforme des retraites Macron-Borne et ils étaient encore plus nombreux le 31 janvier. Les salariés ne veulent pas partir à 64 ans, ils rejettent l'accélération du passage aux 43 annuités requises, ils demandent le retrait total du projet de loi. Pour FO, la retraite c'est à 60 ans, à taux plein, pour tous.

Le ministre doit prendre la mesure de la situation. Depuis des mois, les salariés se battent pour les augmentations de salaire. Comment penser alors que les professeurs des écoles seront en état de travailler le soir ou le mercredi dans les collèges alors que la fatigue se fait déjà sentir à la fin de chaque journée de classe ? L'invitation du ministre ne trouvera que peu d'écho chez les enseignants du 1^{er} degré attachés à leur statut. Dans l'Éducation Nationale, il faut aussi en finir avec les salaires sous le seuil de pauvreté des AESH, les personnels méritent un vrai statut, un vrai salaire !

FO a quitté la table des négociations salariales suite aux propositions indigentes du ministre. L'intersyndicale FO-FSU-UNSA-CGT-SUD exige ainsi une augmentation pour tous les personnels sans contreparties. Il faut également la revalorisation immédiate du point d'indice pour compenser la perte de pouvoir d'achat de 25% depuis l'an 2000.

L'abrogation de toutes les contre-réformes qui suppriment des postes est vitale pour les services publics de notre pays. Désormais, les travailleurs sont mobilisés pour le retrait total de la contre-réforme des retraites, la FNEC FP-FO 35 continuera d'appeler les personnels de l'Éducation à la grève jusqu'au retrait de ce projet mortifère.